

Quels sont les principaux conflits armés dans le monde A MILIANI – le monde 18/06/2025

Plus de 10% de la population mondialise est exposée à la guerre qui peut prendre plusieurs formes. Aux traditionnels affrontements entre États s'ajoutent les conflits intraétatiques et la violence liée à la criminalité organisée.

Les guerres en Iran, à Gaza ou en Ukraine, omniprésentes dans les médias, ne sont que la partie la plus visible d'un monde en proie à une recrudescence de la violence politique et des conflits armés. Un chiffre en témoigne : « Une personne sur huit est désormais exposée à la guerre », selon l'Armed Conflict Location and Event Data (Acled), une organisation de référence en matière de collecte et d'analyse de données sur les conflits.

L'année 2024 a été en cela exceptionnelle, avec plus de 200 000 événements de violence politique répertoriés ayant conduit à au moins 240 000 morts, selon le décompte de l'Acled. Ces chiffres recouvrent une grande variété de situations : guerres civiles, conflits asymétriques et guerres de gangs affectent autant les populations civiles que les guerres plus « traditionnelles » entre États, en provoquant, eux aussi, morts, crises humanitaires et déplacements forcés.

Dans le classement 2024 établi par l'Acled, l'Ukraine ne figure ainsi qu'à la treizième place des conflits les plus dangereux et violents, loin derrière le Mexique (4e), miné par la violence des groupes criminels liés au narcotrafic, et la Birmanie (2e), déchirée par une guerre civile.

Les conflits intraétatiques

Les guerres les plus courantes ne sont pas transfrontalières : elles opposent les forces armées gouvernementales d'un pays à un ou plusieurs groupes armés présents sur le même territoire. Catégorisés comme irréguliers, terroristes ou indépendantistes, ces mouvements souhaitent généralement conquérir le pouvoir ou se défendre des menaces de l'Etat central. « Le modèle de guerre le plus répandu est la guerre asymétrique », relève Isabelle Davion, maîtresse de conférences à Sorbonne Université et autrice de Batailles (Belin, 2020), qui explique qu'« il y a autant de raisons de se battre qu'il y a d'activités humaines ». Sur les 30 pays classés en vigilance « extrême » ou « élevée » par l'Acled en 2024, 26 sont en proie à des guerres intraétatiques.

Dans le cas des conflits internes, les tensions peuvent être d'origine ethnique, religieuse, économique ou géographique. Ces guerres intraétatiques sont d'ailleurs les plus compliquées à résoudre, en raison de leur diffusion sur un territoire et de la présence de multiples factions. « Un contexte où il y a pléthore de groupes armés va rendre les négociations et la médiation plus difficiles par rapport à un conflit entre deux États », explique Sandra Pellegrini, analyste à l'Acled, qui cite le cas de la Birmanie, « le pays dans lequel la fragmentation est la plus sévère », avec plus de 2 600 groupes armés impliqués dans la guerre contre la junte au pouvoir.

Ces guerres intraétatiques sont également perméables aux ingérences étrangères. Le Rwanda est, par exemple, accusé de soutenir le Mouvement du 23 mars (M23), un groupe rebelle responsable de nombreuses exactions dans l'est de la République démocratique du Congo. En Birmanie, les putschistes sont soutenus militairement par la Chine, l'Inde et la Russie.

Trois exemples de conflits intraétatiques

Birmanie <ul style="list-style-type: none">• plus de 50 000 morts depuis février 2021 (CFE-DM)• 3,5 millions de déplacés (Unicef)• 18,6 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire (Unicef) <p>Une guerre civile violente se déroule sur le sol birman depuis le coup d'Etat militaire mené par Min Aung Hlaing le 1^{er} février 2021. Ce général a justifié son putsch en dénonçant de prétendues fraudes lors des élections</p> 	Soudan <ul style="list-style-type: none">• 150 000 morts depuis avril 2023 (ONU)• 13 millions de déplacés (ONU)• 30 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire (ONU) <p>C'est au Soudan qu'a lieu la guerre civile la plus meurtrière depuis 2023. Elle oppose les forces d'Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane, chef de l'armée soudanaise et dirigeant de facto du pays, aux Forces de soutien rapide (FSR) et à d'autres groupes armés.</p> 	République démocratique du Congo <ul style="list-style-type: none">• Plus de 5,4 millions de morts (indirects et directs) depuis 1998 (IRC)• Plus de 7 millions de déplacés (ONU)• 21,2 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire (OCHA) <p>Cela fait près de trente ans que la République démocratique du Congo (RDC) n'est plus en paix. À cela la</p> 
---	--	--

Les conflits interétatiques :

Plus rares depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les guerres conventionnelles opposent les armées régulières de deux ou plusieurs États, qui ont pour objectifs de gagner ou de récupérer des territoires

ou de défendre un allié attaqué. Ces guerres dites « classiques » mettent aux prises des nations aux moyens militaires généralement équivalents. « Plus rarement, des conflits dissymétriques peuvent avoir lieu entre deux armées régulières de forces nettement inégales et déséquilibrées, précise Isabelle Davion. L'exemple le plus récent est la première guerre du Golfe, en 1990-1991, avec, d'un côté, l'armée irakienne et, de l'autre, une coalition internationale. »

Sandra Pellegrini, de l'Acled, insiste sur le fait que le nombre de victimes n'est que l'un des nombreux indicateurs à utiliser pour témoigner du niveau de violence d'un conflit armé : « C'est l'indicateur le plus biaisé, car chaque partie peut le manipuler à ses fins. » Pour établir son index des conflits, l'Acled le pondère de manière égale avec d'autres indicateurs :

- la dangerosité, soit le nombre d'attaques, en prenant spécifiquement en compte celles qui visent des civils ;
- la dispersion géographique de la violence, soit la diffusion du conflit sur le territoire ;
- la fragmentation, soit le nombre de groupes armés actifs dans le pays

C'est la raison pour laquelle l'Ukraine est en 14^e position dans le classement de l'Acled, malgré une « première place en termes de létalité », précise l'analyste. En cumulant ces critères, c'est la Palestine qui occupe la tête du classement, puisqu'elle figure à la première place en matière de dangerosité pour les civils et de diffusion du conflit sur son territoire.

Trois exemples de conflits interétatiques

<p>Liban</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 4 000 morts depuis octobre 2023 (Unicef) • Plus de 1,2 million de déplacés (Unicef) • Plus de 3,6 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire (MDM) <p>Un conflit violent et intermittent oppose depuis plus de quarante ans Israël au Hezbollah, un mouvement chiite libanais créé au début des années 1980 pour lutter contre l'occupation du pays du Cèdre par l'armée israélienne.</p>	
<p>Gaza</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 55 000 depuis octobre 2023 (ministère de la santé de Gaza, considéré comme fiable par l'ONU) • Près de 2 millions de déplacés, soit 90 % de la population (ONU) • 2,1 millions de personnes, soit 100 % de la population, nécessitant une aide humanitaire (OCHA) <p>Depuis l'attaque terroriste du Hamas, qui a causé la mort de 1 200 Israéliens, le 7 octobre 2023, l'enclave palestinienne subit continuellement les bombardements de</p>	
<p>Ukraine</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entre 280 000 et 1,4 million de soldats et au moins 10 000 civils ukrainiens morts depuis février 2022 (CSIS, presse et ONU) • 14 millions de déplacés, soit plus de 30 % de la population (UNHCR) • 14,6 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire (Unicef) <p>Les tensions entre la Russie et l'Ukraine se font jour au moment de la chute du président ukrainien prorusse, Viktor Yanukovich, en février 2010. Hostile au traité</p>	

Les conflits intraétatiques criminels

Si cela peut paraître plus étonnant, certaines violences liées à la criminalité organisée peuvent également être considérées comme des conflits à part entière. Il est cependant plus approprié de parler de « conflits armés » plutôt que de « guerres », selon l'historienne Isabelle Davion : « La guerre est une période dans laquelle on applique un nouveau droit où l'on peut donner l'ordre de tuer quelqu'un. La finalité de la guerre doit servir les intérêts d'un groupe politique. Quand on parle de "guerre des gangs", nous ne sommes pas dans une situation où l'homicide devient "légal" ».

Les motivations des groupes criminels organisés sont purement économiques, contrairement aux guerres conventionnelles et civiles, d'ordinaire motivées par des enjeux politiques ou idéologiques. Ces factions utilisent généralement leurs larges capacités financières et leurs réseaux tentaculaires pour corrompre des personnalités politiques et infiltrer les institutions policières et judiciaires de leur pays.

La violence – exercée contre d'autres groupes armés, contre les forces de l'ordre ou contre les civils – permet de garder le contrôle sur des territoires et de faire prospérer les trafics illégaux. Et son niveau peut être équivalent, voire supérieur, à celui qui existe dans certains pays en guerre. « Quels que soient les acteurs et les modalités d'un conflit, le danger reste le même pour les civils, relève Sandra Pellegrini. Si le Mexique apparaît aussi haut [4^e] dans le classement [de l'Acled], c'est parce que les événements violents ont un impact quotidien sur la sécurité des civils. »

Trois exemples de conflits criminels

<p>Mexique</p> <ul style="list-style-type: none"> • 450 000 morts depuis 2006 (gouvernement mexicain) • 400 000 déplacés (Médecins du monde) • 120 000 personnes nécessitant une aide humanitaire (gouvernement mexicain) <p>Cela fait plus de trente ans que les violences liées aux</p>	
<p>Haïti</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 15 000 morts depuis 2021 (Binuh) • 1,3 million de déplacés (OIM) • 6 millions de personnes nécessitant de l'aide humanitaire (OCHA) <p>Les crises sont multiples dans le pays le plus pauvre des Amériques. Les Haïtiens subissent depuis de nombreuses années les violences de bandes criminelles accusées de</p>	
<p>Brésil</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 700 000 morts depuis 2010 (gouvernement brésilien) • 525 000 déplacés (directs ou indirects) chaque année (Igarapé Institute, 2018) • Plus de 600 000 disparus depuis 2016 (FBSP) <p>Aucun territoire du Brésil n'est épargné par la violence,</p>	